



Perte d'autonomie et Pouvoir d'achat

Les retraités manifesteront le 6 octobre

Les organisations syndicales de retraités, UCR-CFDT, UNAR CFTC, UCR-CGT, FGR-FP, FSU et UNSA Retraités, réunies le 09 septembre 2011, appellent les retraités à participer massivement à la manifestation Toulousaine.

Le jeudi 6 octobre 2011

Rassemblement à 10 heures Place Esquirol et Manifestation jusqu'à la Préfecture

Les diverses actions des organisations syndicales de retraités ont contraint le gouvernement à revenir en arrière sur certaines de ses prétentions et à reporter à 2012 la réforme du financement de la perte d'autonomie.

Pour les organisations syndicales il est nécessaire de poursuivre l'action pour répondre aux besoins des personnes concernées.

Elles rappellent la nécessité de créer une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie quel que soit l'âge, prise en charge par la solidarité nationale, dans le cadre de la sécurité sociale.

Des mesures urgentes doivent être prises pour aider certains départements à financer l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), aider certains services d'aide à domicile, et diminuer le reste à charge des familles.

Le plan « anti-déficit » annoncé par le Premier ministre le 24 août aura des conséquences sur le pouvoir d'achat des retraités qui continue de se dégrader. Les organisations revendiquent une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses pensions. Elles revendiquent également un minimum de pension au niveau du SMIC et une nouvelle modalité d'indexation.

Les retraités, comme tous les citoyens, attendent du gouvernement des décisions justes et équitables. Des réponses nouvelles, donnant priorité à l'emploi, la cohésion sociale, la réduction des inégalités, la maîtrise des déficits publics, sont urgentes.

Le 9 septembre 2011



f.s.u. 31

Le report de la réforme de la dépendance ne remet pas forcément en cause l'objectif du gouvernement : poursuivre sa politique de privatisation de la protection sociale

Dès 2007, Nicolas Sarkozy affichait son intention de revoir le partage entre solidarité nationale et responsabilité individuelle pour le financement de la protection sociale.

Les propositions du gouvernement contenues dans le rapport Rosso Debord ne sont pas autre chose que la mise en œuvre obstinée de cette idéologie.

Rappelons certaines des propositions qui ont suscité le plus d'indignation et qui ont pour l'instant disparu des « pistes envisagées » pour la réforme de la dépendance:

- l'augmentation de la CSG des retraités afin de l'aligner sur celle des actifs, en diminuant ainsi une fois de plus leur pouvoir d'achat
- la mise à contribution de la famille par retour sur héritage à partir de 100 000 euros
- le recours à une assurance privée obligatoire à partir de 50 ans
- la disparition du bénéfice de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) pour un quart des personnes concernées au risque de voir s'aggraver rapidement leurs problèmes en l'absence de suivi

On peut à juste titre attribuer ces reculs à la fois à l'action syndicale et à l'affirmation d'une exigence unanime de tous les citoyens qui ont participé aux débats sur le sujet : voir la dépendance sous toutes ses formes et tout au long de la vie prise en charge par la solidarité nationale dans le cadre de la Sécurité Sociale.

Mais ne soyons pas dupes : il est évident que cette marche arrière n'est pas non plus exempte de stratégie électorale et que la crainte d'un effet négatif sur certaines catégories d'électeurs à quelques mois de l'élection présidentielle a pesé sur la décision de reporter à 2012 la réforme du financement de la perte d'autonomie.

C'est pourquoi il faut rester vigilant et ne jamais renoncer à l'action unie solidaire qui est la seule réponse efficace à toute nouvelle tentative d'attenter à un droit fondamental : celui de l'égalité de tous devant les aléas de la vie.